|  |  |
| --- | --- |
| **Groupe Consultatif des Radiocommunications** | C:\Users\murphy\AppData\Local\Temp\Temp1_ITU logo Entire package.zip\jpg\ITU official logo_blue_RGB.jpg |
|  |  |
|  |  |
|  | **Document RAG/40-F** |
| **26 mars 2025** |
| **Original: anglais** |
| JAPON | |
| POURSUITE DES TRAVAUX AU TITRE DE LA RÉSOLUTION 55 (RÉV.CMR-23)  SOUMISSION ET PUBLICATION ÉLECTRONIQUES DES FICHES DE NOTIFICATION DES RÉSEAUX À SATELLITE | |

# 1 Considérations générales

Aux termes de la Résolution **908 (Rév.CMR-15)**, le Directeur du Bureau des radiocommunications (BR) est chargé de mettre en œuvre une méthode électronique sans papier sécurisée pour la soumission et la publication par voie électronique des fiches de notification de réseaux à satellite et d'observations (soumission électronique). Après la CMR-23, la Résolution **908 (Rév.CMR-15)** a été intégrée dans la Résolution **55 (Rév.CMR-23)**, en vertu de laquelle le BR est chargé de poursuivre l'élaboration et l'amélioration des plates-formes de soumission électronique des fiches de notification pour les réseaux à satellite, de communications électroniques et du SIRRS pour répondre aux besoins du Règlement des radiocommunications en ce qui concerne la soumission de fiches de notification pour les réseaux à satellite, la formulation d'observations sur ces fiches ainsi que la correspondance associée.

Depuis le mois de mai 2017, l'Administration japonaise a soutenu les activités du BR par le biais de contributions volontaires aux fins de la mise en œuvre de la Résolution **908 (Rév.CMR-15)**. Le Japon a renouvelé son soutien, pour contribuer à la rationalisation et à l'accélération de l'ensemble du processus de coordination des satellites. En application de la Résolution **55 (Rév.CMR-23)**, le Japon souhaite continuer d'apporter son soutien à ces projets.

Au cours de la 29ème réunion du Groupe consultatif des radiocommunications (GCR) tenue en 2022, pour que le processus de coordination des satellites soit efficace et rapide, le Japon a demandé au BR de prendre les trois mesures suivantes:

1) intégrer les systèmes de soumission électronique et de communications électroniques, pour plus de commodité, afin de permettre aux administrations de soumettre leurs fiches de notification et de communiquer entre elles à l'aide d'un même système;

2) ouvrir le système de communications électroniques aux opérateurs de satellites, afin de faciliter la communication entre les administrations et leurs opérateurs de satellites;

3) élaborer des applications en ligne du logiciel du BR pour les services spatiaux.

Sur la base des propositions du Japon, les mises à jour suivantes ont été réalisées. Nous tenons à remercier le BR pour son soutien à cet égard.

a) En 2023, le statut «Published in BR IFIC» (publiée dans la BR IFIC) a été ajouté dans le système de soumission par voie électronique et l'examen électronique, processus de validation en ligne, a également été mis en place. Ces changements ont permis d'améliorer l'expérience utilisateur et la facilité d'utilisation de la soumission électronique.

b) En mars 2024, les systèmes de soumission électronique et de communications électroniques ont été mis en place, permettant aux utilisateurs de faire usage de toutes les fonctionnalités des deux systèmes. Cette mise à jour contribuera au bon déroulement du traitement des soumissions et de la communication entre les administrations, ainsi qu'entre le BR et les administrations. De plus, la date d'échéance figure désormais sur la correspondance du BR et les utilisateurs pourront recevoir des rappels.

En outre, les soumissions de fiches de notification au format SNS V10 par le biais du système de soumission électronique ne sont acceptées qu'à partir du 1er janvier 2025. Nous saluons également le travail accompli par le BR pour appliquer ces mises à jour et assurer une transition sans heurts.

# 2 Propositions

Tout en reconnaissant que les efforts du BR dans le cadre de ce projet ont abouti à des progrès significatifs, le Japon souhaite rappeler qu'il est important de favoriser la soumission et les communications électroniques et de continuer à améliorer les logiciels correspondants afin d'accroître l'efficacité et la rapidité des procédures de coordination des satellites, y compris les procédures d'examen et de publication du BR.

Dans le prolongement des discussions tenues lors des GCR précédents, le Japon souhaite formuler les suggestions ci-après (§ 2.1 à § 2.4).

## 2.1 Permettre l'utilisation du système de communications électroniques par les opérateurs de satellites

Les communications entre les administrations et les opérateurs de satellites se font principalement par courrier électronique. Par ailleurs, les communications entre le BR et les administrations passent de plus en plus par le système de communications électroniques. Par la Résolution **55 (Rév.CMR‑23)**, il a été décidé ce qui suit:

décide

…

8 que la correspondance administrative entre les administrations et le BR concernant les procédures de publication anticipée, de coordination, de notification et d'inscription, y compris la correspondance concernant les Appendices **30**, **30A** et **30B**, pour les réseaux à satellite, les stations terriennes et les stations de radioastronomie doit être communiquée, autant que possible, au moyen de la plate-forme «Communications électroniques»;

9 que les rapports sur des brouillages préjudiciables affectant les services spatiaux et la correspondance connexe échangée entre les administrations et le BR conformément à l'Article **15** et au numéro **13.2** doivent être soumis, autant que possible, au moyen de la plate-forme SIRRS et conformément aux orientations données dans la version la plus récente de la Recommandation UIT‑R SM.2149;

10 que, chaque fois que les mots «télégramme», «télex» ou «télécopie» apparaissent dans les dispositions relatives aux procédures de publication anticipée, de coordination, de notification et d'inscription de systèmes à satellites ou de réseaux à satellite, de stations terriennes et de stations de radioastronomie, y compris les dispositions figurant dans les Appendices **30**, **30A** et **30B** et les résolutions connexes, il convient d'utiliser plutôt la plate-forme «Communications électroniques»;

11 que d'autres moyens de communication traditionnels peuvent être utilisés en cas de difficultés dans l'application des points 8, 9 et 10 du *décide*,

...

Nous demandons au BR de continuer d'envisager de permettre aux opérateurs d'utiliser le systèmes de communications électroniques pour communiquer efficacement avec leur administration et d'encourager les administrations à utiliser les communications électroniques. Veuillez noter que les autorisations accordées à chaque opérateur doivent être définies de manière à ce qu'un opérateur n'ait accès qu'aux communications entre son administration et lui-même.

La Figure 1 est une représentation schématique de ce système.

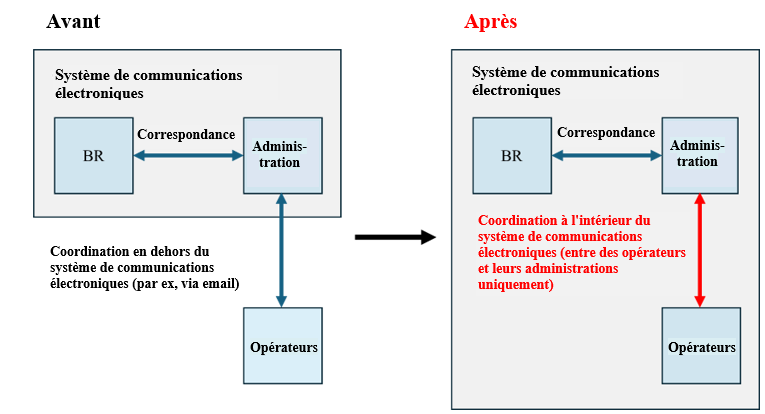


Figure 1 – Représentation schématique du système de  
communications électroniques mis à jour

## 2.2 Poursuivre l'amélioration du système de communications électroniques

La mise à jour de 2024 a permis de faire figurer clairement la date d'échéance sur la correspondance du BR, ainsi que de générer des notifications de rappel. Cette fonctionnalité est particulièrement utile car elle permet aux utilisateurs de déterminer facilement s'ils doivent répondre au BR et leur évite d'oublier de répondre à la correspondance.

Il est important de continuer à apporter les mises à jour nécessaires pour améliorer l'efficacité et la facilité d'utilisation du système de communications électroniques dans l'intérêt de toutes les administrations concernées. Par conséquent, le Japon demande au BR de veiller à l'amélioration continue des systèmes.

## 2.3 Encourager les administrations à utiliser la plate-forme de communications électroniques et repérer les difficultés d'utilisation

Plus de cinq ans se sont écoulés depuis le lancement officiel du système de communications électroniques en octobre 2019. De plus, d'après les documents présentés par le BR, le taux d'utilisation a progressivement augmenté depuis la mise en place de ce système pour atteindre récemment environ 80%. [1]Comme indiqué au § 2.1, les communications électroniques doivent être utilisée de manière fondamentalement conforme à la Résolution **55 (Rév.CMR-23)** si leur utilisation ne soulève aucune difficulté. Le recours systématique aux communications électroniques par les administrations et les opérateurs simplifiera d'autant les communications relatives à la coordination des satellites. Les mises à jour décrites plus haut dans la section Considérations générales ont également contribué à faciliter l'utilisation du système de communications électroniques.

Compte tenu de ce qui précède, le Japon propose que toutes les administrations utilisent activement la plate-forme «Communications électroniques» et demande au BR de prendre les mesures nécessaires pour continuer d'inciter les administrations à utiliser la plate-forme «Communications électroniques», compte tenu de l'analyse des raisons invoquées par certaines administrations pour justifier le fait qu'elles n'utilisent pas le système actuellement.

## 2.4 Améliorer les logiciels du BR pour les services spatiaux et développer des applications en ligne

Nous demandons au BR de poursuivre la mise à jour des logiciels existants du BR pour les services spatiaux. En particulier, le Japon propose les éléments suivants:

• Il existe de plus en plus d'outils en ligne sur le web, tant dans le secteur privé que dans le secteur public, avec des interfaces utilisateur faciles à utiliser et très sophistiquées. Par conséquent, le Japon souhaiterait que les logiciels pour les services spatiaux, par exemple SpaceCap, soient améliorés pour disposer d'une interface plus conviviale, à l'instar d'autres outils disponibles.

• Les fonctions de SpaceCom devraient être mises à disposition en ligne afin de faciliter la publication des observations. Le Japon prie le BR d'accélérer cette transformation.

• Faire du logiciel un service en ligne permettra aux utilisateurs d'utiliser le service sans avoir à installer le logiciel sur leur PC. De plus, les utilisateurs doivent actuellement télécharger les fichiers créés par le logiciel dans le système de soumission électronique, mais ils n'auront plus à le faire lorsque le service de soumission électronique sera relié au service en ligne.

• Lorsque des fiches de notification sont soumises via le système de soumission électronique, des erreurs de validation se produisent parfois, bien que nous ayons vérifié qu'il n'y a pas d'erreurs dans le BR-SIS. Nous prions donc le BR de corriger cette anomalie.

En outre, comme indiqué dans le compte rendu de la 31ème réunion du GCR, il est noté que plusieurs administrations ont appuyé la création d'une application en ligne du logiciel du BR pour les services spatiaux. Compte tenu de la situation décrite ci-dessus, il est souhaitable que les États Membres fassent des contributions volontaires, qu'ils utilisent activement les systèmes en question et qu'ils formulent des observations sur les fonctions disponibles afin de promouvoir l'élaboration et l'amélioration des logiciels.

# 3 Conclusion

L'Administration japonaise demande au BR de bien vouloir poursuivre l'élaboration et l'amélioration des systèmes comme indiqué ci-dessus, conformément aux dispositions de la Résolution **55 (Rév.CMR-23)**.

# 4 Références

[1] «Soumission électronique des fiches de notification des réseaux à satellite/Communications électroniques», Séminaire mondial des radiocommunications de l'UIT de 2024 (WRS-24)

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_